

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Montpellier

pour la construction du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier
Méditerranée Métropole sur le site de l'ancienne
maternité Grasset

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

PARTIE 1. INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET

**Pièce B – Informations
juridiques et
administratives**

Sommaire

I- EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE	6
II- LES TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE	6
Code de l'Urbanisme	6
Code de l'environnement	7
Objet de l'enquête publique	7
Enquête publique unique	7
Durée de l'enquête publique	8
III- FAÇON DONT L'ENQUETE S'INSERE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE	9
III.1. Elaboration du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité	9
Études préalables	9
Déroulement de la procédure administrative	10
III. 2- L'enquête publique	10
Décision d'ouverture	10
Publicité de l'enquête	10
Déroulement de l'enquête publique	10
Consultation du dossier d'enquête publique	11
Communication du dossier d'enquête publique	11
Rapport et conclusions du commissaire enquêteur	12
Caducité de l'enquête publique	12
IV- DECISION POUVANT ETRE ADOPTEE AU TERME DE L'ENQUETE	13
IV.1. Adoption de la déclaration de projet et de la mise en compatibilité du PLU	13
IV.2. Caractère exécutoire	13
V- AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (EXAMEN CONJOINT)	15
VI- ABSENCE DE CONCERTATION PREALABLE	15
VII- MENTION DES AUTRES AUTORISATIONS NECESSAIRES POUR REALISER LE PROJET	15

Préambule

Informations juridiques et administratives

Dans le cas des enquêtes publiques entrant dans le champ d'application des articles L123-1 et suivants du Code de l'environnement, le dossier est constitué conformément à l'article R123-8 du Code de l'environnement.

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5.

Dans le cadre des enquêtes publiques uniques visées à l'article L123-6 du Code de l'environnement, le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

I- Evaluation environnementale et avis de l'autorité environnementale

Conformément aux dispositions de l'article R104-9 du Code de l'urbanisme, considérant d'une part, que le territoire de la commune de Montpellier est concerné par un site Natura 2000 (Zone Spéciale de Conservation – ZSC n°FR9101392 « Le Lez ») et d'autre part, que la mise en compatibilité du PLU de la commune prévoit la réduction d'un espace boisé classé, la procédure est soumise à une évaluation environnementale.

L'avis de l'autorité environnementale est joint au présent dossier d'enquête (Cf. PIECE I).

II- Les textes régissant l'enquête publique

Les textes régissant l'enquête publique sont les suivants :

Code de l'Urbanisme

La procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU est régie par les articles L300-6, L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 du Code de l'urbanisme.

La procédure est soumise à une enquête publique au titre des articles L300-6 et L153-55 qui prévoient en particulier que :

- « *L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction.* » (L300-6 Code de l'urbanisme)
- « *Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.* » (L153-55 du Code de l'urbanisme)

Au vu de l'article L153-54, l'enquête publique doit porter à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

Code de l'environnement

Le chapitre III du Titre II du Livre Ier du Code de l'environnement intitulé « Participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement » correspond :

- Partie Législative : aux articles L123-1 à L123-19-8 du Code de l'environnement tels que résultant de l'Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.
- Partie réglementaire : aux articles R123-1 à R123-27 du même code issus du Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement et du Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes.

Objet de l'enquête publique

Au terme de l'article L123-1 :

« L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision. »

A cet effet, l'enquête publique est organisée « préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise » (article R123-2).

Enquête publique unique

Au terme de l'article L123-6 :

I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est

compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.

Durée de l'enquête publique

Au terme de l'article L123-9 :

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

III- Façon dont l'enquête s'insère dans la procédure administrative

III.1. Elaboration du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité

Études préalables

Différents diagnostics préalables et études de faisabilité ont été réalisés sur le site de la maternité Grasset en vue de l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional : diagnostic architectural, diagnostic environnemental, diagnostic phytosanitaire, diagnostic structure, étude géotechnique, mesures de bruit de voisinage, ... Dans le cadre de ces études préalables sont étudiées :

- la possibilité de l'affectation de certains enseignements sur des sites tiers,
- la valorisation foncière d'une partie du parcellaire, par l'implantation de deux opérations de logements neufs.

Ces études ont conforté le choix initial d'implantation du CRR sur le site. Le site accueillant actuellement ses bâtiments d'origine, la rénovation partielle des bâtiments situés au droit de l'avenue du Professeur Grasset a été étudiée, le reste de l'opération étant constitué par une construction neuve.

Les différentes études ainsi menées ont permis de définir un niveau de faisabilité satisfaisant sur ce site, et de consolider le programme général de l'opération.

Suite à la désignation du maître d'œuvre, les études opérationnelles ont permis d'aboutir à la réalisation d'un dossier d'avant-projet qui détermine la nécessité de faire évoluer le PLU de la commune de Montpellier.

Par délibération en date du 14 avril 2016, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a :

- approuvé le lancement de l'opération de construction du Conservatoire à Rayonnement Régional à Montpellier,
- approuvé le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération,
- approuvé la passation d'une convention de mandat avec la SAAM pour la poursuite de l'opération,
- autorisé le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions du Décret n° 2016-360 relatif au marchés publics.

Déroulement de la procédure administrative

Par délibération en date du 28 juin 2017, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a lancé la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Montpellier en vue de la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional sur le site de l'ancienne maternité Grasset.

Une fois établi, le dossier a été transmis pour avis simple à la commune, conformément à la Charte de gouvernance définie entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes membres.

Par délibération en date du 20 juillet 2017, le Conseil Municipal de Montpellier a donné un avis favorable au dossier. Cet avis est joint au présent dossier d'enquête publique (Cf. PIECE D).

La réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées visée à l'article L153-54 du Code de l'urbanisme a été organisée le 19/09/2017. Le procès-verbal de la réunion est joint au présent dossier d'enquête (Cf. PIECE I).

Le dossier est désormais prêt à être mis à l'enquête publique.

III. 2- L'enquête publique

Décision d'ouverture

L'enquête est ouverte et organisée par le président de Montpellier Méditerranée Métropole. Par décision n°E17000181/34 en date du 16/10/2017, le président du tribunal administratif de Montpellier a désigné le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête.

Publicité de l'enquête

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Déroulement de l'enquête publique

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme,

et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.

Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

Consultation du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Communication du dossier d'enquête publique

Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion.

Caducité de l'enquête publique

Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

IV- Décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête

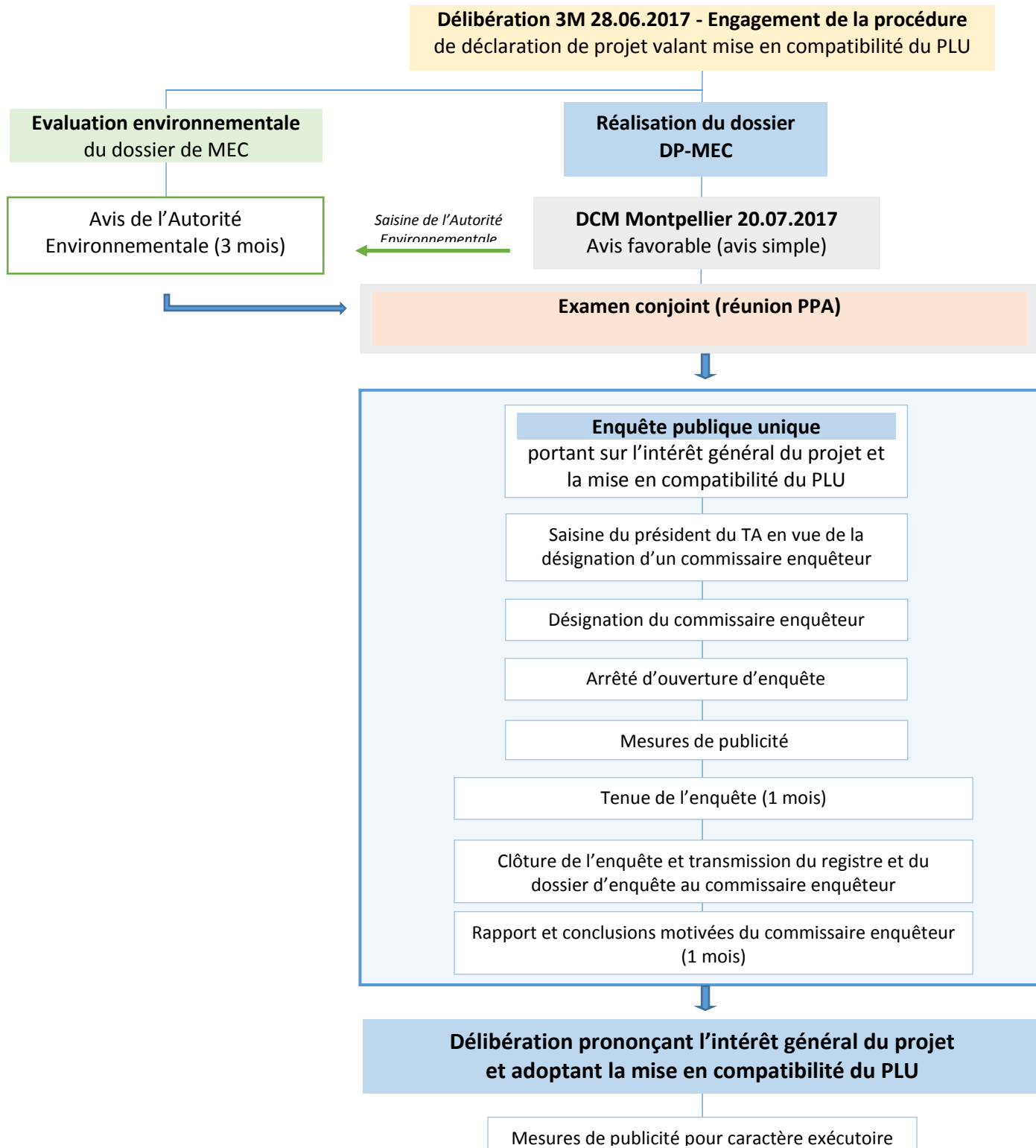
IV.1. Adoption de la déclaration de projet et de la mise en compatibilité du PLU

A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Métropolitain adoptera la déclaration de projet emportant approbation des nouvelles dispositions du PLU, éventuellement modifiées pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête.

IV.2. Caractère exécutoire

La délibération mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage prévues aux articles R123-20 et R123-21 du Code de l'urbanisme.

INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE



V- Avis des personnes publiques associées (examen conjoint)

Conformément aux dispositions de l'article L153-54, « les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan [font] l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

Le procès verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au présent dossier d'enquête (Cf. PIECE I).

VI- Absence de concertation préalable

Au vu de l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU ne relève pas du champ d'application de la concertation obligatoire avec le public.

Aucune concertation n'a été menée dans le cadre de la présente procédure.

VII- Mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet

La réalisation du projet est soumise au droit commun des autorisations d'urbanisme. Il nécessitera l'obtention d'une autorisation d'urbanisme après accord de l'Architecte des Bâtiments de France.